

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/157  
13 septembre 2003

(03-4936)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Cinquième session  
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: français

## LIBAN

Déclaration de S.E. M. Marwan Hamade  
Ministre de l'économie et du commerce  
(*En qualité d'observateur*)

De la rive orientale de la Méditerranée au golfe du Mexique, il y a 20 000 kilomètres et un petit pas. Nous les avons franchis, venus du Liban, un pays né avec le commerce et l'alphabet, mondialisé depuis 6 000 ans et porteur d'une vocation libérale et ouverte qui en fait, avant même son accession officielle, à la fois un ancêtre et un enfant de l'OMC.

Au Mexique, où tant de nos fils émigrés ont trouvé l'hospitalité et le succès, j'exprime tout d'abord notre profonde gratitude. Je remercie le Président Fox et le peuple de ce grand pays, auquel je souhaite d'assumer, dans la prospérité et la stabilité, son rôle pilote et d'occuper sa place charnière au cœur des Amériques.

Au Président de cette assemblée, aux Membres de l'OMC, à sa Direction générale et à tous ceux qui travaillent d'arrache-pied pour en faire le cadre d'un monde où l'échange sera bénéfique à tous, j'apporte mon soutien, mon respect et mes vœux de réussite.

L'entreprise, on l'a vu avec les ennuis du GATT et les errements du Cycle d'Uruguay, n'est guère facile. De 1995 à nos jours, les accords naissent dans la douleur. Et de Doha à Cancún, nous en mesurons, peut-être grâce au recul que nous confère encore notre statut d'observateur, les lenteurs et les difficultés. Mais cela ne nous décourage pas.

Car pour un pays comme le nôtre, engagé dans l'Accord arabe de libre-échange, partenaire de l'Union européenne et candidat à l'OMC, la vocation mondialiste n'est, en effet, plus à démontrer. Le Liban n'en reste pas moins soucieux d'harmoniser ses engagements commerciaux et d'en réguler les effets: car la taille d'un pays et sa localisation géographique ne sauraient être des handicaps le mettant à la merci des plus grands, des plus développés, des plus riches. Si nous ne voulons pas que l'OMC sombre dès son plus jeune âge dans la léthargie gériatrique des Nations Unies, ce "Cycle" doit être celui de la réflexion et de la mise en question. Les élans intempestifs finissent par s'épuiser, les décisions forcées se perdent au niveau de l'application. À faire le bilan de l'après-Doha, le Liban, pays encore observateur mais déjà partie prenante aux grands espoirs du commerce de demain, se doit de relever, avec ses frères arabes et islamiques, avec ses associés francophones, avec ses partenaires en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, que le pari pris il y a deux ans s'essouffle et se perd; que la priorité au développement, présentée à Doha pour faire passer toutes les pilules libre-échangistes du monde industriel n'a pas dépassé le stade du slogan; et que le tout récent Accord sur les ADPIC et la santé publique me paraît être, tout au plus, une tentative de renflouer cette cinquième Ministérielle. Entendons les voix qui fusent de partout exigeant que le marché se mette au service de l'alimentation et de la santé et non point le contraire.

Nous souhaitons un déblocage du dossier de l'agriculture qui aille dans le sens d'un arrêt des subventions. Celles-ci, on l'a dit et répété, accroissent les distorsions, aggravent les disparités et affament les plus pauvres. Quant à l'ouverture des marchés aux produits non agricoles, elle doit se faire dans les deux sens selon des modalités qui n'entravent pas le développement des industries dans les pays du tiers monde et favorisent l'accès de leurs produits aux marchés des pays les plus développés.

Parce que nous nous trouvons à Cancún, sur cette terre si éprouvée du Mexique et au milieu de ce peuple rompu à la lutte, le lieu et le moment se prêtent à un examen plus approfondi des plaies béantes qui minent l'économie mondiale. Ici, plus qu'ailleurs, nous devons redonner leurs droits à la justice des politiques agricoles, à l'humanisation des choix commerciaux, au respect de la diversité culturelle. Ne nous méprenons pas. Les voix que nous entendons dehors, même assourdies par la distance ou les mesures de sécurité, sont représentatives de milliards d'hommes qui ne sont pas nécessairement antimondialistes mais qui ne comprennent pas qu'un nouveau système global, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, balaie au nom d'une liberté toute relative les valeurs acquises de justice, d'égalité, de solidarité!

Permettez-moi aussi d'attirer l'attention de notre assemblée sur les velléités de ségrégation qui se pratiquent à l'égard de certains États dont les candidatures sont, jusqu'ici, totalement et sciemment ignorées. Or, la qualité de "Nations Unies du commerce" ne peut s'accommoder de politiques d'exclusions commerciales qui sont le reflet d'exclusions politiques. Je pense à la Syrie, à l'Iran et à l'Autorité palestinienne. Je pense de même à certaines organisations, notamment la Ligue arabe et l'Organisation intergouvernementale de la francophonie qui, pour les mêmes raisons, se trouvent toujours à la porte de l'OMC, réclamant un moindre droit, à savoir le statut d'observateur permanent.

Aussi, pour que la Déclaration de Cancún ne soit pas un pâle rappel des résolutions de Doha, pour que cette étape mexicaine du parcours de l'OMC marque et détermine l'avenir de l'Organisation, nous vous appelons à une meilleure écoute et à une meilleure entente. C'est à l'écoute des moins nantis que se façonnent les décisions les plus équilibrées. Et c'est par l'entente avec le sud que le nord prouvera que son intention est bien de favoriser le développement et non de ressusciter la colonisation.

N'ayez pas peur de prendre, s'il le faut, le temps de relaxer les échéances. Le 1<sup>er</sup> janvier 2005 me paraît bien proche et les résultats jusqu'ici bien maigres.

Le Liban, lui, poursuivra dans les mois qui viennent ses négociations pour l'accession à l'OMC. Il le fera en toute confiance car il remplit déjà la plupart des critères que nécessite cette adhésion. Un grand nombre de lois a été adopté et les législations non conformes ont été abolies ou révisées. Il adhèrera, convaincu que les petits pays peuvent défendre de grandes causes. Il le fera moins par souci d'éviter la marginalisation qu'avec l'espoir que l'organisation à laquelle il compte adhérer ne se laissera pas marginaliser et fera du commerce international un instrument de croissance durable et équilibrée au service des peuples de la planète.

---